

Etats-Unis et Bourses : Une double domination contre l'emploi et la croissance

Yves Dimicoli

Le ralentissement de l'activité est généralisé au monde entier. Il y a une synchronisation des conjonctures qui singularise la phase actuelle par rapport aux précédentes et, particulièrement, la récession du début des années quatre-vingt-dix (1). Elle exprime une mondialisation doublement dominée par les marchés financiers et les Etats-Unis.

Un ralentissement généralisé et durable

Trois grands facteurs de synchronisation sont à l'œuvre.

Le commerce international, l'accroissement des investissements directs à l'étranger (IDE) et le rôle grandissant des systèmes financiers interconnectés

Dans chaque cas, la devise américaine joue un rôle central dans la polarisation, autour des Etats-Unis, permettant à l'économie dominante de développer, pour elle-même, un crédit facile tout en poussant son marché financier.

1. Un pourrissement de la croissance.

Le ralentissement généralisé exprime donc le type de mondialisation à l'œuvre avec les technologies informa-



Un autre acteur tend à s'imposer très fort... les multinationales.

tionnelles, son caractère non solidaire et contradictoire avec une double domination exacerbée des marchés financiers et des Etats-Unis, toutes deux en crise.

Nous ne sommes définitivement plus dans les circonstances passées où une zone pouvait compter, en cas de freinage conjoncturel et de récession, sur la croissance désynchronisée d'autres pays ou zones pour soutenir sa propre croissance, notamment par les exportations. Il y a, désormais, une interdépendance forte, avec les débuts de la révolution informationnelle.

Et on remarque qu'un autre acteur tend à s'imposer très fort à côté des Etats comme facteur de transmission et d'impulsion des difficultés à l'échelle du monde et, du coup, comme élément décisif pour la construction de solutions : les multinationales, leurs gestions, leurs financements par le marché financier, leurs réseaux informationnels de coopération pour dominer. Il s'agit aussi de la façon dont elles spécialisent les pays et les vulnérabilisent dans cette conjoncture, alors que les Etats et/ou leurs ententes sont couplés comme jamais aux marchés de capitaux. D'où l'importance que revêt l'intervention en lutte des salariés de ces sociétés dans leurs gestions, pour tenter de les réorienter, mais aussi les rapports aux populations et aux élus dans chaque pays à partir des emprises nationales de ces groupes qui dominent le monde et se le disputent.

Cela, semble-t-il, s'est exprimé d'une façon plus nette, pour la première fois, lors du Sommet de la Terre à Johannesburg autour de la thématique ambivalente de la « **responsabilité sociale et environnementale des entreprises** ».

Cependant, si le ralentissement est généralisé à l'ensemble du monde, on ne constate pas, semble-t-il, de déflation mondiale globale (2).

Après les attentats du 11 septembre 2001 à New-York et Washington, les marchés financiers ont été violemment relancés par des injections massives de liquidités et des abaissements des taux d'intérêt des Banques Centrales coordonnées.

Les marchés financiers, loin de s'effondrer, demeurent très inflationnistes, mais de plus en plus volatiles. Ils n'arrivent pas à se dégonfler suffisamment et durablement. Et le maintien d'une certaine croissance réelle, permise par l'arrosage de liquidités des banques centrales, empêche le monde de sombrer dans la dépression ouverte comme en 1929 tout en supportant les chocs de décrochages partiels. Seul le Japon présente, pour l'heure, les indices visibles d'une déflation globale.

Cependant, de partout, l'industrie manufacturière subit des tendances déflationnistes (3) sous l'impact de taux d'intérêt réels sur ses dettes supérieurs au taux de croissance réel de ses productions vendues. Cela renvoie à la suraccumulation matérielle et au poids des dettes, aux gains énormes de productivité avec les nouvelles technologies dans l'industrie, à l'intense concurrence sur une demande mondiale solvable devenue structurellement insuffisante. Ainsi, de partout, l'industrie a à faire face à des transferts de surplus vers les services et, particulièrement, la recherche et la Finance.

Au total, le monde continue de « tourner », au prix de considérables souffrances humaines et sociales. Mais l'énorme enflure des marchés financiers n'arrive pas à se résorber. Quant à la croissance, elle s'avère durablement « molle » envenimant tensions sociales internes et antagonismes internationaux.

Ainsi, cette façon de lutter contre la déflation globale, en soutenant les marchés financiers face aux risques d'effondrement, empêche certes tout collapse et entretient une certaine croissance réelle. Mais

celle-ci est de plus en plus contrainte, toute entière parasitée par la Finance contre l'emploi et le développement humain.

2. Besoins de réponses nouvelles

On peut relever l'aveuglement de la quasi-totalité des prévisions qui avaient misé sur un vif redémarrage mondial dans la foulée de celui des Etats-Unis, après une courte récession et le « dégonflement de la bulle de l'Internet ».

Nombre d'observateurs prétendaient que c'est dans la demande de consommation personnelle des ménages aux Etats-Unis et, à leur suite, dans les pays riches que siègent les facteurs d'un redémarrage durable de la croissance. D'où les soutiens aux placements financiers et les baisses d'impôts.

En réalité, le problème est mondial comme on le voit avec la nouvelle crise qui se prépare, à partir de l'Amérique Latine, dans les pays émergents. La solution aux difficultés doit donc concerner toutes les populations du monde entier.

On disait qu'il suffira que la « bulle » crève pour que l'économie réelle reparte. Cette hypothèse ignore la suraccumulation de capitaux réels, et pas seulement financiers, qui explose aujourd'hui. C'est donc aussi sur le réel que bute le redémarrage de l'économie américaine et mondiale : insuffisance relative de la demande globale, mais aussi problèmes de productivité engendrés par l'insuffisant développement des capacités humaines. Et,

donc, les difficultés de rentabilité dans la production réelle vont s'accroître.

3. Limites des réponses traditionnelles

Les baisses de taux d'intérêt ont été faites de partout sans aucune sélectivité favorable à l'emploi et à la formation. Elles ont surtout rendu le crédit facile pour les opérations et placements financiers (4).

En fait, l'arme des taux d'intérêt, traditionnellement très efficace pour sortir de la récession, n'arrive plus à faire repartir la croissance, tandis qu'elle contribue désormais puissamment à relancer les opérations du marché financier et l'inflation de ce dernier.

D'où l'enjeu essentiel de la sélectivité de la baisse des taux d'intérêt selon le type d'opération : Ils seraient d'autant plus abaissés que les investissements financés à crédit programmeraient emplois et formations et ils seraient relevés pour les placements financiers.

Les baisses d'impôts, quant à elles, accordées uniformément, favorisent les placements financiers et immobiliers des riches particuliers et des entreprises, accentuant les inégalités sociales et les prélèvements nocifs sur la valeur ajoutée. Elles entretiennent l'insuffisance fondamentale de la demande globale mondiale, notamment par le rationnement des consommations collectives et la fragilisation des services publics. Elles enveniment les problèmes d'efficacité avec l'insuffisance criante de la formation, de la recherche, des équipements et des infrastructures socialement efficaces. Elles poussent aux privatisations des entreprises publiques.

Etats-Unis : le risque d'un double plongeon

La reprise américaine, après une courte récession, présente une faiblesse et des caractéristiques très originales par rapport aux précédentes sorties de récession. Les Etats-Unis ne pourront pas se contenter des recettes anciennes pour la sauvegarder. Ils vont mettre l'Europe et le monde entier au défi.

1. Freinage durable de l'investissement matériel

Précédemment, la sortie effective de la crise conjoncturelle se réalisait grâce, notamment, à l'investissement matériel des entreprises qui jouait vite un rôle moteur.

Cette fois-ci, le rebond a été dû, jusqu'ici, essentiellement à des éléments techniques comme la fin du déstockage et aussi à une résistance du dynamisme de la demande des ménages facilitée par les plus-values immobilières et le crédit.

Mais les entreprises demeurent, elles, extrêmement prudentes et continuent de freiner leurs dépenses d'investissements matériels, spécialement dans les technologies informationnelles. Il n'est pas assuré que la reprise soit plus rapide et durable aux Etats-Unis. Le risque d'un « double dip » (double plongeon) existe, c'est-à-dire celui d'une reprise débouchant sur une rechute et de l'entrée dans une récession encore plus sévère. **Un tel scénario est possible pour 2003.**

Alors pourquoi les investissements matériels des entreprises ne repartent-ils pas ?

Cela tient fondamentalement aux contradictions des débuts de la Révolution informationnelle sous pression des exigences de rentabilité financière et des marchés financiers.

Les économies de moyens matériels permises par les nouvelles technologies se conjuguent aux efforts de réduction du coût salarial de l'emploi pour, finalement,

LE RISQUE
D'UN
« DOUBLE DIP »
EXISTE...
UN TEL
SCÉNARIO
EST
POSSIBLE
POUR 2003

entretenir l'insuffisance de la demande globale. Mais ce phénomène est désormais très aggravé par le fait que ce qui prédomine aujourd'hui dans la croissance des pays riches, à commencer par les Etats-Unis, c'est le progrès des activités de services. Or, celles-ci, étant beaucoup plus économes en moyens matériels que l'industrie, donnent beaucoup moins l'occasion à l'investissement matériel de jouer un rôle moteur. Quant à l'industrie elle-même, elle est soumise à des pressions déflationnistes du fait de l'insuffisance du développement des capacités humaines, notamment dans les pays en développement et émergents.

S'ajoutent à ces phénomènes fondamentaux d'importantes contradictions engendrées par l'inflation des marchés financiers. Celle-ci résulte, avant tout, des pratiques mêmes des grandes entreprises mises au défi par la Révolution informationnelle : pour partager de façon monopolisatrice les coûts très fortement croissants de recherche-développement notamment, elles constituent des réseaux mondiaux de domination qui rivalisent sur les marchés. D'où les gigantesques opérations de fusions-acquisitions de la fin des années quatre-vingt-dix qui sont à la racine de l'envolée des cours boursiers et des spéculations afférentes. Mais avec la chute récente et la volatilité de ces derniers, des moins-values sur acquisitions très importantes apparaissent dans les bilans des grandes entreprises qui réduisent d'autant plus leurs résultats comptables. Cela en retour fait baisser les cours des actions des entreprises concernées rendant plus difficiles leurs recours aux financements externes, ce qui pèse d'autant plus sur les projets d'investissements matériels. Et c'est dans ce contexte qu'ont explosé maints scandales (Enron, Worldcom etc.) mettant fortement en cause la confiance de tout le système en lui-même.

La dégradation des conditions de financements pèse, de son côté, en permanence sur le volume de l'investissement, d'autant plus que l'avenir est plus incertain et que la rentabilité hésite.

Toutes les dettes accumulées au cours des années quatre-vingt-dix émergent entraînant, avec la croissance faible, la hausse des défauts, la chute de la notation des emprunteurs, une attitude plus restrictive et plus sélective des banques, au détriment principalement des PME, mais aussi des entreprises plus grandes en bute aux problèmes d'illiquidité.

2. Une reprise a-typique

Les conditions prévalant dans la reprise actuelle aux Etats-Unis sont très différentes de celles qui ont caractérisé la sortie des difficultés de la fin des années quatre-vingt.

a) *Le poids de la suraccumulation*

Comme l'a fait remarquer P. Artus (5), il y a eu peu d'investissements matériels avant la récession de 1990 Outre-Atlantique. Par contre, il y en a eu énormément avant celle de 2000.

En 1992-1993, le redémarrage de l'investissement matériel a pu être d'autant plus fort aux Etats-Unis qu'à l'époque il était devenu nécessaire de réaliser d'importants investissements dans des technologies de l'information et de la communication arrivées à maturité.

Par contre la situation apparaît très différente en 2002-2003 : les entreprises américaines, ou localisées aux Etats-Unis, n'arrivent toujours pas à purger la suraccumulation matérielle et financière, tandis que de gros paris techno-

logiques conçus dans le courant des années quatre-vingt-dix apparaissent désormais comme trop hasardeux.

b) *Endettement durable*

Le taux d'endettement des sociétés est beaucoup plus élevé en 2001 qu'en 1993. Pourtant, il n'y a pas de grandes différences entre les deux périodes pour ce qui concerne le service de la dette pour les entreprises (6). Cela tient essentiellement au fait que les taux d'intérêt ont été maintenus très bas en 2001-2002, grâce aux interventions des banques centrales notamment.

Bien évidemment, en cas de remontée des taux d'intérêt, l'ampleur de l'endettement accumulé et non résorbé va peser très lourd, à la différence de la période 1990-1992.

c) *Le prix des actifs demeure très élevé*

A la sortie de la récession de 1990-1991, les prix des actifs financiers et immobiliers, « boostés » au cours des années quatre-vingt, s'étaient ajustés à la baisse. Mais ça n'est pas le cas en 2000-2001.

Bien sûr cela empêche l'insolvabilité de nombre d'emprunteurs confrontés alors, dans bien des cas, à des problèmes de liquidités (comme dans le cas de Vivendi).

Mais du coup, une espèce de cercle vicieux prend forme entre le prix d'actifs surévalués exigeant sans cesse des conditions de rentabilité élevées dans le réel, alors que celui-ci bute sur des problèmes de rentabilité désormais, et le maintien de taux d'intérêt réels bas pour que n'explode pas le risque d'insolvabilité, alors que, pratiqués sans sélectivité favorable à l'emploi et à la formation, ces bas taux ne font qu'encourager la fuite dans les placements financiers.

d) *Un déficit extérieur hypertrophié*

A la différence des années 1989-1990, qui avaient vu disparaître le déficit des comptes courants américains, les années 2000-2001 sont marquées par le maintien à très haut niveau de ce déficit (7).

Pendant, il faut voir combien il exprime une domination croissante sur le reste du monde.

Les Etats-Unis, en effet, ont acquis une énorme avance informationnelle dans les années quatre-vingt-dix, financée par le reste du monde grâce aux privilèges du dollar.

Ils ont accru leur spécialisation internationale sur les biens d'équipement et les technologies de l'Internet et des satellites. Sur cette base, ils ont développé une gigantesque offre de services culturels couvrant le monde entier (cinéma, entertainment, édition, etc.) et contribuant à accroître leur hégémonie culturelle planétaire, avec toutes les demandes captives associées de biens réels (produits dérivés notamment).

De même, ils ont construit une formidable force de frappe dans les industries agricoles, agroalimentaires et de santé, accrue avec les biotechnologies.

Mais, du coup, ils sont devenus fortement importateurs de biens de consommation ou de produits semi-élaborés (composants électroniques, etc.). Cela renvoie, en partie, aux multinationales américaines délocalisées, pour ces productions, dans des pays et zones à plus bas coûts relatifs (Mexique, Asie, etc.).

Une telle spécialisation exige et permet un « dollar fort », un dollar qui, en termes réels, est beaucoup plus fort dans la période récente qu'en 1991-1992.

Grâce à ce système, les Etats-Unis arrosent le monde entier d'exportations de biens sophistiqués à un prix élevé permettant notamment de surrémunérer les



L'Europe a été fortement critiquée par les ONG à Johannesburg.

dépenses de recherche-développement et de qualification. D'un autre côté, ils peuvent importer des biens beaucoup moins sophistiqués à des prix plus bas.

Mais un tel déficit, s'il est l'expression d'une domination mondiale, n'en accroît pas moins, année après année, une dette extérieure devenue colossale (8). Cela pose des problèmes de financement beaucoup plus aigus aujourd'hui qu'au début des années quatre-vingt-dix.

En 1991-1992, le déficit extérieur des Etats-Unis, en début de cycle d'expansion, a pu être financé sans grande difficulté par appel aux entrées de capitaux. Mais il faut cependant garder en tête combien la solidarité financière exigée par eux (transferts spéciaux) de l'Arabie Saoudite, du Japon, et de l'Allemagne, lors de la « Guerre du Golfe » contre l'Irak, a facilité ce mouvement.

Pour boucler leurs comptes extérieurs, ils ont besoin structurellement aujourd'hui d'entrées massives de capitaux.

Celles-ci expriment la domination exacerbée du site de production et des centre financiers nord-américains auxquels sont attachés des perspectives de rendements importants et de croissance maintenue. Elles permettent et exigent un « dollar fort ».

Si les flux de capitaux privés viennent à diminuer, les investisseurs étrangers achetant moins d'entreprises ou de titres américains ou en vendant, le dollar recule sur les marchés des changes.

Dans ce cas, les banques centrales des principaux pays riches, derrière celle des Etats-Unis, sont obligées de prendre la relève, car elles détiennent beaucoup de dollars en réserve et ne veulent pas que ce stock perde de la valeur.

Aussi, elles rachètent, à partir de leurs propres réserves en devises autres que le dollar, les billets verts dont les investisseurs privés se défont. Et elles replacent

immédiatement ces dollars en bons du Trésor des Etats-Unis.

Cependant, cette coopération de fait public-privé entre dominant et dominés, pérennisant la suprématie des marchés financiers et des Etats-Unis, devient très contradictoire et atteint aujourd'hui des limites.

En effet, tout au long des années quatre-vingt-dix, les afflux de capitaux aux Etats-Unis sont restés supérieurs au déficit des comptes courants de ce pays.

Mais il y a eu récemment des changements importants dans la nature des flux, en liaison avec l'avènement de l'euro et la rivalité financière accrue de l'Union européenne.

Les apports d'investissements directs étrangers (IDE) ont fortement reculé. Par contre, les achats nets d'obligations américaines par les non-résidents ont très fortement augmenté. Cela a contribué à alourdir sensiblement l'endettement net des Etats-Unis et donc leur vulnérabilité face à de fortes hausses de taux d'intérêt (9).

Ce potentiel de contradictions est très accru par la crise du système même de gouvernance des entreprises américaines et de régulation du marché financier des Etats-Unis.

Sans doute ces derniers ne laisseront pas faire. Déjà, à partir des enjeux de lutte contre le terrorisme, ils relancent leur domination militaire avec l'Afghanistan et, désormais, l'Irak. Mais le consensus dont ils ont besoin chez leurs principaux partenaires est plus difficile à obtenir qu'en 1991.

De même, ils ne peuvent laisser le dollar fondre comme à la fin des années soixante-dix, même s'ils peuvent en utiliser la menace pour contraindre leurs partenaires à prendre en charge le fardeau du soutien de la devise américaine. « L'Eukada » n'avait-elle pas mis à genou le Japon ?

Quoi qu'il en soit le solde des paiements courants des principales régions totalisés par la B.R.I. (op. cit. p. 31) traduit une forte montée des tensions sur le financement et donc une accentuation de la rivalité entre zones pour attirer les capitaux : en 1997, le solde total était de -2 milliards de dollars. Il passe à -163 milliards de dollars en 2000 et atteindra, selon le FMI, -213 milliards de dollars en 2002.

Une incertitude forte marque donc la prochaine période qui va aussi beaucoup dépendre de l'attitude de l'Europe.

Europe : le péril de la croissance « molle »

La conjoncture des pays de la zone euro est beaucoup plus mauvaise que ce qui était espéré jusqu'au début de l'été (10).

La commission de Bruxelles a abandonné sa prévision du printemps (1,4% de hausse du PIB pour la zone euro) et l'a portée à 1% pour 2002.

De fait, le PIB des douze n'a augmenté que de 0,3% au deuxième trimestre 2002, selon Eurostat, marquant un rythme annuel de 1,2% soit le bas de la fourchette retenue il y a encore à peine un mois.

1. Attractivité financière contre emploi et croissance

Ces résultats préoccupants interviennent au terme d'une période qui a vu l'Union européenne arc-boutée derrière l'euro et la BCE pour rivaliser dans l'attraction des capitaux avec les Etats-Unis.

Mais cela a vulnérabilisé bien plus encore l'Europe.

Les taux d'intérêt réels relativement aux taux de croissance potentiels demeurent plus élevés qu'aux Etats-Unis.

Et cette configuration se conjugue désormais avec la difficulté des plus grands Etats membres de l'Union à respecter leurs engagements budgétaires vis-à-vis de Bruxelles et le Pacte de Stabilité lui-même.

Quatre des douze Etats de la zone euro sont dans une situation délicate de ce point de vue. Outre le Portugal, déjà visé par une procédure de sanctions pour « déficits excessifs » en 2001, l'Allemagne, la France et l'Italie sont placées sous haute surveillance par Bruxelles. L'Allemagne et la France, qui rivalisent dans les baisses d'impôts et le freinage des dépenses publiques sociales, se trouvent dans une situation très comparable. Toutes les deux se sont engagées à ramener leur déficit à un niveau « proche de l'équilibre » en 2004, mais à condition d'atteindre une croissance de 2,5% en 2003 et 2004 pour l'Allemagne, et de 3% pour la France (11).

Or, dans les deux cas, les hypothèses de croissance sont revues à la baisse, à fortiori en Allemagne après les inondations catastrophiques de l'été.

Mais tout assouplissement significatif du calendrier mettrait en première ligne la BCE alors que celle-ci doit accorder la priorité à la lutte contre l'inflation dans un contexte où ce qui compte dans la rivalité d'attraction avec les Etats-Unis c'est le différentiel d'inflation entre la zone euro et les Etats-Unis. Et cela alors que remontent les problèmes de rentabilité après des années de modération salariale.

Bien sûr, les patronats et dirigeants européens ne restent pas les pieds dans le même sabot face au risque de fragilisation de la « paix sociale ». D'où la recherche de véritables unions sacrées pour la compétitivité des entreprises, l'attractivité du territoire et le soutien des capitaux financiers.

L'avènement de droites populistes beaucoup plus agressives en Europe, sur les décombres des tentatives social-libérales des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix cherche dans ce sens.

C'est vrai par exemple en France où sont mis en place des dispositifs comme la révision des 35 heures, celle du Smic, les baisses de charges sociales sur les bas salaires, les contrats-jeunes, de concert avec la priorité budgétaire accordée aux dépenses de sécurité et militaires.

Dans quelle mesure ces dispositifs, qui visent particulièrement les PME, ne cherchent-ils pas, de façon populiste, à construire l'illusion de convergences d'intérêts entre travailleurs à bas salaires et employeurs de PME à bas salaires pour rallonger la durée effective du travail, et flexibiliser le plus possible les conditions prévalant dans les tissus de PME sous-traitantes ou fournisseurs des grands groupes sur le territoire ? Dans le même temps, tous les salaires sont tirés vers le bas.

Ces efforts de recomposition sociale et territoriale dans la guerre économique ont été massivement encouragés par le passage à la monnaie unique qui a accentué la mise en concurrence des salariés européens et rationné le crédit pour l'emploi et la formation.

Mais ils sont relancés aujourd'hui avec beaucoup de force par la perspective de l'élargissement en 2004 à des pays d'Europe de l'Est qui disposent d'une main d'œuvre relativement qualifiée à bas coût salarial.

Cela contribue à envenimer les divisions intra européennes et les efforts rivaux pour gagner en productivité apparente du travail, en compétitivité-coût contre l'emploi, la formation, la recherche, les salaires et pour ration-

ner les dépenses publiques sociales. Ce sont des efforts titanesques en ce sens qui ont été conduits en Allemagne depuis le choc de la réunification, alors même que le pays subissait de formidables sorties de capitaux (12).

Tout cela a mis l'Union européenne « K.O. debout », accentuant son retard informationnel par rapport aux Etats-Unis.

La revendication que l'on entend à nouveau grandir d'une baisse des taux d'intérêt de la BCE exprime les difficultés et les besoins de soutien. C'est ainsi que le Chancelier autrichien démissionné Wolfgang Schüssel vient de suggérer une baisse d'au moins 0,25 point. Mais ces demandes viennent buter sur l'expérience des années 1997-2001 où les taux d'intérêt avaient fortement baissé sans aucune sélectivité et n'ont servi qu'à ouvrir les vannes du crédit pour les placements financiers et les exportations de capitaux Outre-Atlantique.

Comment, dans ces conditions, s'étonner de voire, d'un côté, grandir les rivalités d'intérêt avec les Etats-Unis et les velléités de résister à leurs injonctions, et, de l'autre, les capitulations des dirigeants européens minés par leurs propres divisions face à l'activisme américain, car tous acquis à la domination des marchés financiers.

2. Le besoin de nouvelles convergences

Jamais comme aujourd'hui l'Europe n'a été autant sollicitée par les pays en développement et émergents face à la double domination des marchés financiers et des Etats-Unis.

On l'a vu encore d'une certaine façon lors du sommet de Johannesburg où elle a été fortement critiquée par les ONG, mais aussi, de façon nouvelle, interrogée par des officiels, comme le Président Chirac, non sans démagogie d'ailleurs.

Cela se produit dans un contexte où semble plus se développer que naguère la convergence entre les revendications écologistes et les revendications sociales, moyennant une mise en cause des multinationales elles-mêmes.

Bien sûr cette protestation s'est heurtée au refus des dirigeants européens de faire écho, face aux Etats-Unis, à ces exigences nouvelles jusque dans des propositions, sans compter les efforts de récupération par les dirigeants des multinationales eux-mêmes fortement présents à Johannesburg.

Ce mouvement qui, de Porto Alegre à la capitale sud-africaine, commence à converger vers la mise en cause des choix des multinationales et des Etats-Unis demeure surtout, cependant, protestataire. Ignorant la possibilité d'alternative par la création monétaire et le crédit sélectifs au financement par les marchés financiers, il exprime surtout, pour le moment, une démarche délégataire pour obtenir des Etats et de leurs ententes des corrections des effets sociaux ravageurs engendrés par la domination des marchés au lieu de décisions commençant à les dépasser.

On mesure ici l'importance que peut revêtir pour l'essor et l'efficacité de ce mouvement les réflexions présentées dans le dernier livre de Paul Boccarda (13) à propos d'un nouveau crédit sélectif pour sécuriser l'emploi et la formation à partir d'une création monétaire partagée, ou encore à propos de nouveaux critères de gestion et de

TOUT CELA
A MIS
L'UNION
EUROPÉENNE
« K.O.
DEBOUT »

coopération, notamment dans les entreprises publiques. C'est encore les propositions visant à réorienter profondément la BCE pour promouvoir l'euro comme monnaie commune de coopération, notamment dans le cadre de nouveaux plans de type Marshall sans domination vis-à-vis des pays du Sud et de l'Est, dans le sens d'une nouvelle alliance pacifique de co-développement face aux Etats-Unis. C'est enfin, à l'appui de l'exigence d'une réforme radicale des institutions monétaires internationales (FMI etc.), la promotion d'une monnaie commune mondiale alternative au dollar (D.T.S.) ■

1. La production avait baissé en 1991 aux Etats-Unis et dans les autres grands pays anglophones, mais seulement deux ans plus tard en Europe continentale et au Japon.

2. En juillet, la production industrielle a reculé de 0,4% ; le taux de chômage est au plus haut avec 5,4% ; les ventes de détail ont elles aussi reculé dans un contexte de baisse régulière des salaires ; les prix ont à nouveau diminué de 0,8%, soit la 25ème baisse mensuelle consécutive.

3. Aux Etats-Unis, début 2002, les prix dans l'industrie manufacturière enregistraient une baisse de 1% sur un an, alors que dans les services, sur la même période, les prix marquaient une augmentation de 3%.

Dans la zone euro, sur un an, à fin juillet 2002, les prix à la production ont diminué de 0,6%. Début 2002, les prix dans l'industrie manufacturière ont augmenté de 1,5% sur un an, contre 2,75% dans les services.

4. Dans Le Monde du 2 juillet 2002, P.A. Delhommais, dans un article intitulé « la dialectique de la Bourse et de la monnaie », demandait :

« les achats d'actions auraient-ils été aussi aisés, frénétiques et aveugles si l'argent n'avait à ce point coulé à flots, si les vannes monétaires n'avaient été si grandes ouvertes et les liquidités si abondantes ». Il ajoutait à propos des taux d'intérêt : « il est devenu presque inconvenant, quasi immoral et anti-social, de les relever ».

5. P. Artus. Flash recherche. n° 2002.69-28/03/02. CDC-IXIS. Il note ainsi que, avant 1990, le taux d'investissement était de 6% du PIB aux Etats-Unis, tandis qu'il atteignait 12% du PIB avant l'an 2000.

6. P. Artus. Op. cit. ibidem. L'auteur pointe les différences de niveau des taux d'intérêt à court et long terme aux Etats-Unis aux deux périodes.

	2000-2001	1992-1993
Feds funds	1,75%	3%
Taux à dix ans	5%	6%

7. En 2000-2001 la réduction du déficit est très modeste. Ce dernier est de 417 milliards de dollars en 2001 contre 445 milliards de dollars en 2000 (-6,3% en valeur). Le déficit repart immédiatement en 2002 où il devrait atteindre 435 milliards de dollars (+4,3% en valeur). Au total ce déficit représente 4% du PIB des Etats-Unis et 8% de l'épargne globale du reste du monde.

8. En 1990, la dette extérieure nette des Etats-Unis est de l'ordre de 200 milliards de dollars. En 2002, elle atteint 2 700 milliards de dollars (multipliée par 13,5).

9. Ce fait se conjugue à la poursuite de la détérioration de la situation des Etats-Unis pour les revenus nets au titre des investissements. Le déficit de ce poste s'est élargi avec l'érosion des bénéfices des sociétés étrangères sous contrôle américain alors même que, fin 2000 déjà, en valeur de marché, le stock d'IDE sous contrôle américain était inférieur aux actifs américains sous contrôle étranger. (cf. Banque de règlements internationaux, 72ème rapport annuel p.33).

10. Les hypothèses retenues depuis le sommet de Lisbonne étaient le retour au « plein-emploi » dans les dix ans, un taux de croissance annuel moyen de 3%, l'ambition de devenir l'économie la plus compétitive et la plus en pointe en matière de révolution informationnelle dans le monde.

11. Les ministres des Finances des quinze réunis en Conseil informel à Copenhague les 7 et 8 septembre derniers ont certes constaté que de tels objectifs paraissent désormais irréalisables. Mais pas question, cependant, de changer d'orientation : le Pacte de Stabilité et la toute puissance de la BCE ne sont pas caducs. F. Mer, le ministre français, a assuré qu'il fallait « garder le cap », même si les uns et les autres concèdent qu'il faut y mettre plus de souplesse.

12. La part des profits dans le PIB est remontée à 33% l'an dernier contre 30% en 1993 en Allemagne. Ceci a marché de pair avec un effort pour faire descendre les coûts unitaires de main d'œuvre à 95% de leur niveau de 1991, alors même qu'ils avaient crû de 20% par rapport aux 22 principaux pays industrialisés entre 1991 et 1995.

13. P. Boccarda. Une Sécurité d'emploi ou de formation. Le temps des Cerises. 345 p. Paris. Septembre 2002.

ABONNEMENT

- FRANCE 1 an : 50 € (328 F) 2 ans : 95 € (623,15 F)
- TARIF ETUDIANT 1 an : 43 € (282,05 F) 2 ans : 84 € (551 F)
- ETRANGER 1 an : 74 € (485,40 F) (frais de port par voie maritime inclus)

Nom : Prénom :

Entreprise ou organisation :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél :

Abonnement à partir du n°

pris

à envoyer

Règlement

espèce

chèque postal ou bancaire

sur facturation (pour un organisme)

Economie et Politique - 2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris
Tél : 01.40.40.13.47 - Fax : 01.40.40.13.95 - E-mail : ecopo@club-internet.fr